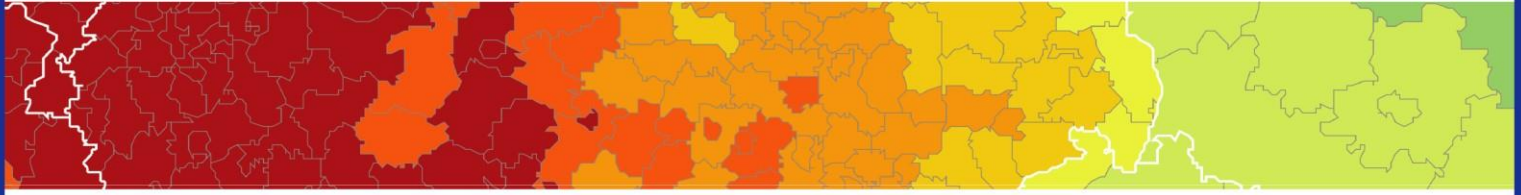


Inspire policy making by territorial evidence



# Le monde en Europe, ou les flux internationaux d'IDE au sein des territoires européens

## Entrées en Europe d'IDE intra-européens

Recherche appliquée

**Rapport principal**

Décembre 2017

Ce projet de recherche appliquée s'inscrit dans le cadre du programme de coopération ESPON 2020, avec la participation financière du Fonds européen de développement régional.

Le groupement européen de coopération territoriale (GECT) ESPON est l'unique bénéficiaire du programme de coopération ESPON 2020. Ce programme se concentre sur une opération unique mise en œuvre par le GECT ESPON et cofinancée par le Fonds européen de développement régional, les États membres de l'UE ainsi que l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse, États partenaires.

Le présent document ne reflète pas nécessairement l'opinion des membres du comité de pilotage du programme ESPON 2020.

#### **Auteurs**

Eva Rytter Sunesen, Tine Jeppesen, Jonas Juul Henriksen (Copenhagen Economics)  
Julien Grunfelder (Nordregio)

#### **Groupe consultatif**

Équipe d'appui au projet : Mathilde Konstantopoulou, ministère du Développement et de la Compétitivité (Grèce), Maria Ginnity, ministère de l'Emploi, de l'Entreprise et de l'Innovation (Irlande)  
GECT ESPON : Sandra Di Biaggio, experte du projet

#### **Remerciements**

Ronald B. Davies, University College de Dublin (Irlande), Holger Görg, Kiel Institute for the World Economy (Allemagne), Katariina Nilsson Hakkala, Université d'Aalto (Finlande), Pauline Plagnat Cantoreggi, Université de Genève (Suisse), Asger Lunde, Université d'Aarhus (Danemark).

Pour plus d'informations sur ESPON et ses projets : [www.espon.eu](http://www.espon.eu).

Ce site web permet de télécharger et de consulter les documents les plus récents produits dans le cadre des projets ESPON en cours ou terminés.

Le présent document n'est disponible qu'en version électronique.

© ESPON, 2017

L'impression, la reproduction ou la citation sont autorisées sous réserve de citer la source de transmettre une copie au GECT ESPON à Luxembourg.

Contact : [info@espon.eu](mailto:info@espon.eu)

Le monde en Europe,  
ou les flux internationaux d'IDE au  
sein des territoires européens

Entrées en Europe d'IDE intra-  
européens

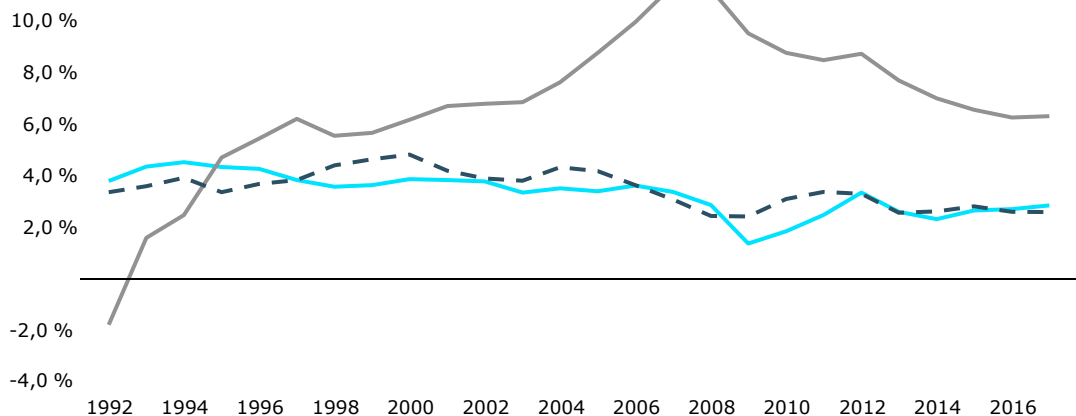


# 1 Résumé opérationnel

Les gains de productivité sont essentiels à la croissance économique, à l'emploi et au bien-être en Europe. Or, la croissance de la productivité européenne fléchit constamment depuis la fin des années 1990, jusqu'à atteindre un plus bas historique en 2009, pendant la crise financière. Après un rebond, elle reste timide depuis quelques années, si bien que l'Europe souffre aujourd'hui d'un problème de productivité (cf. Figure 1).

L'Europe n'est pas la seule à connaître ce problème, qui se pose dans d'autres économies avancées et émergentes (FMI, 2017). Aux États-Unis, la croissance de la productivité s'affaisse depuis le début des années 2000, bien que lors de la crise, le pays ait connu une décélération moins marquée que l'Europe. Dans les pays du BRIC, la productivité progressait rapidement avant que la crise n'inverse la tendance en 2008-2009. Le ralentissement perdure, mais les gains de productivité s'y établissent à des niveaux bien supérieurs à ceux observés en Europe et aux États-Unis (cf. Figure 1). Pour rester compétitive à l'échelle mondiale, l'Europe a absolument besoin d'une croissance plus forte de sa productivité.

**Figure 1 Croissance de la productivité en UE, aux États-Unis et dans les pays du BRIC, 1992-2016**



Remarque : La figure présente la croissance de la productivité du travail (en termes de production par employé) pour l'UE28, les États-Unis et les BRIC. Les fluctuations annuelles en pourcentage sont calculées à partir de moyennes glissantes sur trois ans.

Source : Copenhagen Economics à partir de données de Conference Board

Plusieurs facteurs contribuent à l'essoufflement de la productivité, notamment le ralentissement de l'innovation et de l'adoption des nouvelles technologies dans le sillage de la révolution des TIC à la fin des années 1990 et au début des années 2000, ainsi que le vieillissement de la population et la contraction du commerce mondial. Un autre élément déterminant vient s'ajouter : le manque d'investissements privés (FMI, 2017). La mollesse des investissements privés pénalise également l'emploi, pouvant alimenter le cercle vicieux qui associe faible croissance de la productivité et faibles niveaux d'investissement. En effet, des investissements privés bas peuvent ralentir l'adoption des nouvelles technologies, ce qui freine encore plus la productivité, dont le fléchissement intimide réciproquement les investissements privés (FMI, 2017).

Le problème de productivité européen a des dimensions multiples, mais une partie de la solution réside dans une augmentation des investissements privés, notamment des IDE. Du point de vue politique, il importe donc de bien connaître les vecteurs et les incidences des entrées d'IDE en Europe.

L'étude intitulée *Le monde en Europe, ou les flux internationaux d'IDE vers les territoires européens* porte surtout sur les IDE réalisés en Europe par des pays non européens (entrées d'IDE extra-européens). Cela étant, dans la mesure où les IDE effectués entre pays européens (IDE intra-européens) représentent environ 60 % des entrées totales d'IDE en Europe, il convient d'établir si les vecteurs et les incidences des IDE intra-européens sont similaires à ceux des IDE extra-européens, ou si des mesures spécifiques s'imposent pour promouvoir les IDE intra-européens. Le présent rapport fait le point sur cette question.

### **Les IDE intra-européens stimulent plus la productivité et la convergence que les IDE extra-européens**

Dans le cadre de l'étude, nous avons appliqué un modèle économique avancé pour évaluer à quel point la présence de firmes européennes influe sur la productivité et l'emploi des entreprises locales dans la région d'accueil. Il en ressort les points suivants :

- Partout en Europe, les IDE intra-européens renforcent la productivité des entreprises locales dans les régions d'accueil. Ces gains bénéficient aux entreprises locales *du même secteur et de la même région*, mais aussi plus largement à l'ensemble des entreprises *au sein de la même région*.
- Les IDE intra-européens n'influencent pas l'emploi dans les entreprises locales.

En règle générale, les IDE intra-européens ont moins de retombées (*spillovers*) sur la productivité que les IDE extra-européens. Cependant, l'écart, relativement faible, pourrait s'expliquer par des différences de répartition sectorielle et régionale.

Nous avons par ailleurs analysé comment les IDE intra-européens se répartissent entre les groupes de régions. Nous cherchons en particulier à évaluer dans quelle mesure les entrées d'IDE intra-européens favorisent la convergence régionale en bénéficiant aux régions défavorisées dont l'activité économique est faible et qui ont urgemment besoin de fonds. Certains résultats suggèrent que les IDE intra-européens contribuent à la convergence entre les pays. *Premièrement*, les États membres historiques et les quatre pays de l'AELE sont en général des investisseurs nets, tandis que les nouveaux États membres et les pays candidats sont plutôt bénéficiaires nets des IDE intra-européens.

*Deuxièmement*, les IDE intra-européens soutiennent davantage la convergence des régions européennes que les IDE extra-européens. Plusieurs constats en découlent :

- Les IDE intra-européens sont répartis plus équitablement entre les régions que les IDE extra-européens. Les villes capitales, les régions urbaines et les régions plus développées captent certes la majeure partie des IDE intra-européens, mais les régions plus défavorisées reçoivent plus d'IDE intra-européens que d'IDE extra-européens.
- La proportion d'IDE intra-européens de création (*greenfield*) est plus importante dans les

régions rurales, non métropolitaines et moins développées, si on rapporte ces investissements au poids économique de ces zones. Les IDE de création augmentent le capital régional et sont plus susceptibles de créer des emplois que les fusions et acquisitions (*M&A*).

- Ce sont les régions défavorisées qui reçoivent le moins d'investissements intra- et extra-européens ; les entreprises européennes y sont en revanche nettement plus présentes et y ont individuellement un impact direct plus marqué. Dans les régions défavorisées, les firmes européennes créent plus d'emplois que leurs homologues non européennes.
- Les entreprises européennes renforcent la convergence des régions en transition et des régions moins développées, tandis que les établissements extra-européens ne contribuent qu'à la convergence des régions en transition.
- Les IDE intra-européens entraînent des gains de productivité dans les entreprises locales de tous les groupes de régions, y compris les moins développées où les IDE extra-européens n'ont aucune incidence. En outre, les IDE intra-européens stimulent la productivité des firmes locales *du même secteur et de la même région*, et plus largement de l'ensemble des entreprises *de la même région* s'agissant des régions intermédiaires et rurales, où il apparaît que les IDE extra-européens n'ont pas ces retombées. On observe l'inverse dans les régions en transition.

### **Le marché intérieur, vecteur d'IDE intra-européens**

L'analyse des IDE extra-européens réalisée dans d'autres parties de l'étude souligne l'importance du marché intérieur comme vecteur d'attraction des flux mondiaux d'IDE vers l'Europe. Le marché intérieur a par exemple connu les évolutions suivantes :

- La levée de la plupart des obstacles aux échanges transfrontières a ouvert le marché de certains produits à 400 millions de consommateurs aux moyens élevés.
- La suppression de l'essentiel des obstacles à la libre circulation des travailleurs a élargi le marché du travail en augmentant la main-d'œuvre qualifiée disponible.
- Des politiques efficaces en matière de concurrence ont été mises en œuvre, instaurant des règles du jeu équitables pour les entreprises locales et étrangères, par exemple en ce qui concerne les aides d'État.

L'étude confirme que les IDE intra-européens et extra-européens sont largement déterminés par les mêmes facteurs. Parallèlement à la libre circulation des capitaux, le marché intérieur a réduit le risque et le coût des investissements transfrontières, ce qui a facilité les IDE intra-européens. Le marché intérieur a permis aux entreprises européennes de fractionner leurs chaînes de valeur et d'installer leur production dans les zones les plus rentables. Il s'agit d'une motivation importante pour beaucoup d'investisseurs européens. De fait, les IDE dont bénéficient les nouveaux États membres sont majoritairement intra-européens. À titre d'exemple, la Pologne reçoit seulement 0,2 % des IDE extra-européens, contre 3,6 % des IDE intra-européens. En effet, bon nombre d'entreprises d'Europe de l'Ouest délocalisent une partie de leur production en Europe de l'Est, où les coûts sont généralement plus bas.

D'après plusieurs études, lorsqu'un pays annonce son projet d'intégrer l'UE, les IDE tendent à y affluer (Kommerskollegium, 2015). Fournier (2016) a par exemple établi qu'en termes d'attraction d'IDE, l'entrée dans le marché intérieur a marqué un tournant majeur pour l'Estonie, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie : entre 2000 et 2008,

ces États ont doublé leur part d'IDE au sein des pays de l'OCDE.

Dans l'ensemble, cette étude montre que la majeure partie des entrées d'IDE en Europe sont intra-européens, qu'il s'agisse du nombre de projets (57 %) ou de la valeur (52 %).

D'autre part, il apparaît nettement que les grands pays d'Europe sont les principaux émetteurs et bénéficiaires des IDE intra-européens. L'analyse indique que 54 % des IDE intra-européens (en valeur) *émanent* de l'Allemagne, de la France, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, tandis que près de 50 % des flux totaux d'IDE intra-européens *vont* vers l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Nous avons dressé un tableau similaire pour les IDE extra-européens.

Comme les IDE intra-européens sont, dans une large mesure, déterminés par les mêmes facteurs que les IDE extra-européens, les recommandations politiques du rapport principal demeurent pertinentes pour les IDE intra-européens. De légères nuances se dégagent néanmoins :

- Les investisseurs européens accordent relativement *plus* d'importance aux grappes industrielles solides et aux marchés régionaux de grande taille.
- Les investisseurs européens accordent relativement *moins* d'importance à la concentration d'IDE dans la région, à la densité de population, à l'abondance de main-d'œuvre et à la proportion d'actifs formés au secteur tertiaire.

Sur le plan de l'action publique, ces observations suggèrent les mesures suivantes :

- Créer des grappes industrielles solides à partir des atouts existants, car il s'agit d'un facteur déterminant pour attirer les IDE intra-européens. En fonction des caractéristiques de chaque secteur, les actions en ce sens consisteraient à mobiliser les activités publiques de recherche et développement, à créer des incitations dans ce domaine, à cultiver des collaborations entre les universités et les entreprises privées, et à prévoir des programmes de formation.
- Des stratégies comprenant notamment des mesures ciblées relatives à l'image de marque des régions à l'international et visant à attirer l'attention des investisseurs potentiels sur les régions européennes sont très importantes pour attirer les IDE extra-européens.
- La flexibilité du marché du travail, la disponibilité d'un vivier de compétences compétitif et l'attraction de talents étrangers sont déterminantes pour capter les IDE extra-européens.

## **Les responsables peuvent aller plus loin pour lever les obstacles aux IDE intra-européens**

Le marché intérieur se distingue comme l'un des vecteurs des IDE intra-européens, et il est possible d'en faire plus pour y supprimer les obstacles aux investissements transfrontières. Quelques mesures en ce sens sont présentées ci-dessous.

- **Améliorer l'harmonisation réglementaire du secteur des services**

Dans le secteur des services, les disparités entre les réglementations nationales entravent les IDE. Sur la base d'une analyse empirique des flux d'IDE bilatéraux entre pays de l'OCDE, Fournier (2015) a ainsi déterminé que les services représentaient l'un des secteurs dans lesquels les disparités réglementaires ont le plus d'incidence. La directive sur les services de 2006 a permis d'effectuer des progrès notables pour lever les obstacles transfrontières du secteur. Cependant, comme l'a relevé Business Europe (2015) dans sa



liste des priorités pour améliorer le marché intérieur, bon nombre d'obstacles perdurent en raison de divergences dans l'interprétation et l'application de cette directive. Améliorer la mise en œuvre la directive sur les services pourrait donc contribuer à lever une partie des freins résiduels aux IDE intra-européens.

- **Accroître la mobilité de la main-d'œuvre d'un pays à l'autre**

La mobilité des travailleurs d'un pays à l'autre reste limitée. Business Europe (2015) suggère d'accentuer cette mobilité par une meilleure reconnaissance des qualifications professionnelles. Selon l'OCDE (2016), ce manque de reconnaissance réside en partie dans la lenteur des processus de prise de décisions<sup>1</sup>. L'introduction d'une règle de consentement tacite dans les domaines qui ne posent pas de questions de sécurité ou d'environnement majeures pourrait ainsi stimuler la mobilité de la main-d'œuvre (OCDE, 2016).

- **Faire converger les réglementations nationales**

L'hétérogénéité des réglementations nationales continue de freiner les IDE transfrontières, puisque ce phénomène augmente les coûts et les risques des investissements à l'étranger. Fournier (2015) estime que « chaque réglementation est en effet susceptible de donner lieu à des spécificités et à des procédures dont les entreprises locales sont plus familières », ce qui entraîne un désavantage relatif pour les firmes non locales. De fait, l'OCDE (2016) signale que pour 77 % des entreprises interrogées à l'échelle de l'UE, « [l]e manque de prévisibilité et de stabilité de la législation demeure un obstacle important à l'activité ». De plus, Business Europe (2015) observe que « supprimer les obstacles résiduels n'exige pas de nouveau texte européen, mais plutôt une application cohérente ou une clarification des règles en place ».

- **Accroître la mobilité des capitaux**

Les investissements transfrontières sont possibles uniquement lorsque des capitaux sont disponibles. Selon l'OCDE (2016), supprimer les barrières réglementaires, élargir la base des investisseurs et renforcer l'intégration financière pourraient promouvoir les investissements transfrontières, en particulier des PME. L'OCDE (2016) estime en outre que les dispositifs de soutien mettant en relation PME et sources de financement contribuent à lever les obstacles aux mouvements de capitaux. L'union des marchés des capitaux propose également de déréglementer les procédures fiscales de retenue à la source, fardeau qui entrave depuis longtemps l'investissement transfrontière (OCDE, 2016).

- **Le marché unique numérique**

Allié aux technologies de l'information et de la communication, le numérique facilite les innovations et leur diffusion, et devrait ainsi rester le principal déterminant de la croissance de la productivité des économies avancées dans les prochaines années (OCDE, 2016). Business Europe (2015) distingue deux grandes pistes d'amélioration du marché unique numérique. Tout d'abord, il faut des règles de protection des données et des consommateurs transparentes et normalisées. Ensuite, il est recommandé d'améliorer les modalités d'octroi de licences et de transfert de droits d'auteur d'un pays à l'autre.

## Suggestion d'approfondissement

La présente étude répond à plusieurs questions importantes relatives aux vecteurs et aux incidences des IDE intra-européens, notamment par rapport aux IDE extra-européens. Pour autant, de nouvelles interrogations émergent :

---

<sup>1</sup> L'OCDE (2016) relève que seulement 5 % des demandes de reconnaissance de qualifications ont été rejetées au sein de l'UE depuis 2014.

- **Quelles incidences régionales les investissements européens sortants ont-ils ?**

Si des travaux antérieurs indiquent que les entreprises deviennent plus productives quand elles réalisent des IDE, nous connaissons mal l'impact régional de ces investissements sortants en termes de productivité et d'emploi dans les firmes locales. Du point de vue stratégique, il convient de repérer les initiatives pouvant aider les entreprises locales qui cherchent des occasions d'investir à l'étranger, optimiser les retombées positives sur les autres établissements de la région et diminuer les effets négatifs potentiels des IDE sortants.

- **Comment les obstacles résiduels du marché intérieur pèsent-ils sur les flux d'IDE intra-européens, et quels sont ceux qui posent le plus d'entraves ?**

Stratégiquement, il importe également de bien comprendre quels facteurs freinent le plus les investissements transfrontières dans le marché intérieur et plus largement en Europe. Des études de cas et des enquêtes permettraient d'obtenir ces données, qui aideraient les décideurs à hiérarchiser leurs efforts.